

L'élection de Johnson

JOHNSON a obtenu une ample victoire grâce à l'assistance que lui donna Goldwater, en réussissant à jouer le rôle de plus grand mal. Entre eux il n'y avait pas grande différence en matière de guerre nucléaire. Mais, tandis que Goldwater présentait l'image de quelqu'un qui menaçait le monde avec la bombe nucléaire, Johnson qui, en pleine campagne électorale, ordonna le bombardement du Vietnam-Nord, parvint à passer pour l'homme de la « paix ».

Goldwater ne put modifier ce tableau parce qu'il était engagé vis-à-vis des électeurs les plus belliqueux, les plus arriérés de la société américaine, ceux dont le mot d'ordre est « Better dead than red » (mieux vaut périr que devenir « rouge »).

Ainsi, d'une façon particulière, cette campagne montra que la volonté de paix était forte et profonde dans le peuple américain. Dans un de ses derniers discours, le 2 novembre, à Houston dans le Texas, Johnson fit dix promesses à l'électorat, dont la première soufflant le chaud et le froid était : « Je veux diminuer la menace de la guerre nucléaire, maintenir l'autorité présidentielle sur nos armements nucléaires, renforcer nos alliances et faire progresser la cause de la liberté dans le monde. »

Rarement campagne électorale ne fournit un spectacle aussi lamentable. Le doyen de la cathédrale de Washington, Francis B. Sayre, déclara que les tactiques et les éthiques des deux candidats offraient un choix stérile au peuple américain. James Reston, un des éditeurs du NEW YORK TIMES écrit : « Il serait difficile de sous-estimer le nombre de gens qui voteront la semaine prochaine pour le Président avec un profond sentiment de malaise, non pas parce qu'il a dissipé leurs doutes ou qu'il les ait convaincus ou exaltés, mais simplement parce qu'il est la seule alternative à Goldwater. »

Que va faire à présent Johnson ?

Sur le plan international, il poursuivra sans doute la même ligne vis-à-vis du Kremlin où il trouvera des interlocuteurs ayant les mêmes dispositions que Khrouchtchev. Il aura aussi à résoudre les difficultés que connaît à présent la coalition atlantique ainsi que celles des rapports

économiques dans le monde capitaliste. Mais il aura surtout à faire face aux problèmes dont la solution n'est pas aisée : Cuba, rapports avec la Chine, situation au Sud-Vietnam. Certains exigeront des décisions à brève échéance.

Sur le plan intérieur, il se trouvera toujours en présence du problème noir qui n'a pas été réglé par les mesures législatives adoptées dans les récents mois. La situation économique présente a servi Johnson. Mais qu'advient-il de la « guerre contre la pauvreté » et qui sait comment la conjoncture évoluera d'ici un an ou deux ?

L'élection qui vient d'avoir lieu a soulevé une question de la plus grande importance pour l'avenir politique des Etats-Unis, plus spécifiquement pour l'avenir du système des deux partis, tel qu'il existait depuis des décennies. Jusqu'alors, chacun de ces partis groupait des forces locales, contradictoires d'un Etat à l'autre, de sorte qu'à Washington, les différences sociales étaient déguisées, déformées au travers de combinaisons, de marchandages, de compromis ; les clivages politiques rencontraient des difficultés à se manifester nationalement dans un tel système. Goldwater s'est emparé de la direction du parti républicain et, apparemment, pour le moment, il a réduit considérablement la force, le prestige, les positions de l'aile libérale de ce parti, entraînée dans la débâcle qui vient de se produire. Si l'aile réactionnaire, dont Goldwater fut le porte-parole, conserve, avec ou sans lui, la haute main sur ce parti, si de ce fait elle met en cause l'ancien système dans lequel les deux partis groupaient chacun et des libéraux et des réactionnaires, un tel développement ne manquerait pas de provoquer à plus ou moins longue échéance une sorte de développement symétrique vers la gauche. Le mouvement syndical, les organisations noires qui ont donné la plus grande contribution dans la victoire de Johnson, qui verront les démocrates racistes du sud passer au parti républicain, ne pourront pas ne pas subir une pression vers la gauche. On n'en est pas encore là mais il faut noter que certains des observateurs bourgeois les plus avertis de la scène politique américaine ont d'ores et déjà évoqué le danger d'une telle situation pour l'équilibre capitaliste dans le pays.

Dans ce pays si « démocratique » et disposant de moyens techniques si développés, il sera cette fois encore impossible de connaître avant plusieurs semaines les votes obtenus par les formations minoritaires. Nous ne savons donc pas pour le moment combien de voix ont recueilli le Socialist Workers Party, qui a fait connaître le programme du marxisme révolutionnaire et défendu la révolution cubaine, et le Freedom Now Party qui a mené campagne dans l'Etat du Michigan.

Wilson a pris le départ

Londres, le 16 novembre.

Sous la forme étrange et quasi-médiévale du Discours du Trône à l'ouverture de la session parlementaire, le gouvernement Wilson a annoncé au monde qu'il appliquerait le programme dont le Labour party s'est réclamé lors des récentes élections. Ceci comprend la nationalisation de la sidérurgie, contre laquelle la classe dirigeante a concentré toute son agitation, poussant de nouveau la clameur qui, en 1951, conduisit à la chute du premier gouvernement travailliste d'après-guerre. Malgré tous les harnachements royaux et toute la pompe anachronique qui ont entouré cette déclaration — contrastant de façon si éclatante avec le but, applaudi par tous, d'une Angleterre nouvelle et moderne — on aurait tort de méconnaître la signification progressive de cet acte. Il faut, pour l'apprécier de façon correcte, le replacer dans le contexte historique qui lui est propre.

Les sociaux-démocrates n'ont pas l'habitude de mettre leurs actes en accord avec leurs paroles, même quand ils appartiennent à la variété « de gauche ». Ils ont normalement tendance à céder aux fortes pressions exercées par l'économie capitaliste et ses superstructures, contre lesquelles ils ont, en quelque sorte, par principe, abjuré toute action révolutionnaire. Ceci est particulièrement vrai lorsque l'on est dans une situation critique qui permet de faire du vacarme en faveur d'un compromis conforme à l'« intérêt national ». Une pareille situation est, en fait, celle qui existe actuellement en Angleterre. Et la faiblesse de la majorité travailliste au Parlement pourrait servir de prétexte plausible pour suivre la tradition social-démocrate en la matière. Tel n'a pas été le cas. Wilson a fait preuve d'une hardiesse relative, à laquelle on n'est pas habitué venant de ce milieu. Ceci reflète partiellement le caractère de l'homme. Mais l'homme est façonné par les forces sociales de son époque et par son arrière-plan politique. Les mesures mises par Wilson à l'ordre du jour du Parlement pour la session qui s'ouvre (outre la plus importante, qu'on a déjà citée, il y a également la suppression de tous les impôts sur les médicaments en tant que premier pas vers le rétablisse-

ment de la franchise fiscale pour le Service national de la Santé, l'abrogation de la loi qui a libéré les loyers, la création d'une commission foncière pour la nationalisation des terrains urbains et toute une série de réformes radicales dans des domaines variés allant de la Sécurité sociale aux droits syndicaux), ces mesures ne se ramènent pas à dérouter à l'envers le film Tory des treize dernières années, où l'on a vu rejeter le fardeau de la prospérité et des profits de la « libre entreprise » sur les épaules de la classe ouvrière et des couches sociales les moins capables de le supporter. Elles représentent aussi une rupture avec la politique suivie dans la seconde période du ministère Attlee, lorsque Hugh Gaitskell apparut au premier plan comme chancelier de l'Echiquier.

On doit se souvenir, à ce propos, que Wilson quitta le cabinet travailliste à cette époque, en même temps qu'Aneurin Bevan, pour protester contre les premiers impôts établis par Gaitskell sur le Service de santé qui en était alors exempt. Gaitskell céda alors à la demande, présentée par les banquiers, d'une solution financière « orthodoxe » à la crise provoquée par la guerre de Corée et les dépenses consécutives d'armements. Il est clair, dès lors, que l'orientation actuelle de Wilson se situe directement dans la ligne que Bevan et lui avaient alors suivie. Pour la situer dans un contexte historique, c'est une ligne « bevanienne » qui est maintenant suivie en pratique. Il n'est pas douteux que cette ligne ne soit très populaire aujourd'hui parmi la classe ouvrière ; elle a poussé des racines profondes lorsqu'elle a, pour la première fois, été professée publiquement en 1951. On peut affirmer avec certitude que c'est la persistance de cette ligne dans le parti travailliste, en tant que ligne d'une opposition en essor, qui a suscité le fort soutien apporté au parti par la classe ouvrière, pendant les années du gouvernement Tory, et qui a, en fin de compte, renversé ce gouvernement aux dernières élections, lorsqu'elle a pris une forme plus positive, en mettant l'accent sur une planification accrue. Pour les ouvriers, cela signifie une extension des nationalisations, une attaque plus résolue contre les citadelles du pouvoir capitaliste, ainsi que contre l'anarchie économique et l'insécurité sociale dont elles sont la cause.

Le talon d'Achille du bevanisme est constitué, peut-on dire, par le fait que, s'il a su se délimiter en politique intérieure (ce qui correspondait nettement aux sentiments et aux aspirations de la classe ouvrière), il n'a jamais été capable de se distinguer au même point de l'aile droite dans le domaine de la politique extérieure. Il n'a jamais pris clairement position contre la guerre de Corée ou l'O.T.A.N., ou contre l'une quelconque des alliances capitalistes, même à sa période la plus « gauchiste ».

A propos d'une critique erronée des dirigeants de la révolution cubaine.

Comment enrayer le bureaucratisme ?

Le numéro de Juillet-Août de la revue « Sous le drapeau du Socialisme » (1) contient un article élogieux sur le livre de René Dumont « Cuba, Socialisme et développement », ouvrage qui a ses mérites et aussi ses défauts. Le but véritable de l'article semble être cependant de porter à Che Guevara des critiques qui sont à notre avis injustifiées. Comme « Sous le Drapeau du Socialisme » prend indûment la liberté de se présenter comme publication officielle de la IV^e Internationale nous estimons nécessaire de nous dissocier publiquement de ses points de vue et de dire en quoi nous trouvons cette critique de Che Guevara injuste et erronée.

Notre première divergence avec l'article de « Sous le Drapeau du Socialisme » vient de ce qu'il accorde trop de confiance aux affirmations de René Dumont. Cet économiste agronome, social démocrate de gauche, a écrit beaucoup de choses utiles, popularisant des conceptions économiques, mais il procède souvent à des con-

clusions hâtives et gratuites. Au surplus, il n'est pas marxiste : il défend de nombreuses positions qui ne peuvent être qualifiées que de réformistes, ce qui n'est pas surprenant puisqu'il ne se situe pas sur un plan révolutionnaire.

En donnant ses impressions sur Cuba, après un court séjour, Dumont critiquait la direction révolutionnaire pour avoir transformé en fermes d'Etat, les coopératives de canne à sucre établies sur les anciennes plantations de colons américains. A propos de la structure de classe à Cuba il a oublié un élément qui fut souligné par Fidel Castro. Les plantations étaient cultivées par des ouvriers agricoles, non par des paysans. Du point de vue marxiste, l'établissement de coopératives représente un pas en avant pour les paysans ; mais dans le cas de grosses plantations sur lesquelles travaillent des salariés, ce n'est pas exact. La démarche qui convient dans ce cas, c'est la nationalisation et la création de fermes collectives.

Du fait de leur acceptation des vues de Dumont, sans aucune réserve, les éditeurs de « Sous le Drapeau du Socialisme » succombent à de graves erreurs. Tout d'abord ils ont tort de rejeter sur Che Guevara la responsabilité de certaines erreurs dans l'agriculture cubaine. Guevara est responsable de l'industrie.

Quant aux conceptions en vigueur dans ces deux secteurs ce sont les cadres responsables de l'agriculture qui exercent la plus forte pression en faveur de « l'autonomie des entreprises », de « l'auto-financement » et de « l'auto-investissement ». Il est donc pour le moins étrange de trouver l'explication des difficultés de l'agriculture dans les prétendus « concepts statiques » de Che Guevara.

En regard des faits, cette critique paraît d'autant plus injustifiée que les responsables de l'agriculture se trouvent être les plus hostiles aux idées de Che Guevara. Ils ont montré à plusieurs reprises combien ils sont portés à « l'anti-bureaucratisme » par la façon dont ils gèrent l'agriculture.

Les tenants de la « décentralisation »

« Sous le drapeau du Socialisme » se range du côté des opposants à Guevara, tout en avançant le mot d'ordre d'auto-gestion. Quant aux opposants de Guevara ils sont pour l'« autonomie des entreprises » sans auto-gestion ouvrière. On sème ainsi la confusion sur un point qui est vital pour des pays à économies arriérées qui tentent d'édifier une structure socialiste.

A Cuba, où il y a eu de grandes discussions concernant ces problèmes, la ligne de démarcation ne se trouve pas entre une tendance favorisant l'auto-gestion ouvrière et une autre en faveur d'une « gestion centralisée ». La véritable situation est la suivante : un groupe favorise la décentralisation bureaucratique, en accordant plus d'autonomie aux directeurs d'usines et de fermes mais sans contrôle ouvrier ni auto-gestion des travailleurs. Ce même groupe est pour des « stimulants matériels » accrus en faveur des bureaucraties. L'autre groupe dont Guevara est le remarquable porte-parole refuse d'accorder à la gestion individuelle une plus grande liberté par rapport au plan et au financement central.

Pour quelle raison « Sous le Drapeau du Socialisme » considère le premier groupe comme le plus représentatif de la démocratie socialiste ? c'est un mystère. Les principaux dirigeants cubains ont montré qu'ils étaient conscients du danger de bureaucratisme ; ils l'ont combattu, et l'un des moyens employés est le contrôle plus ferme de l'Etat à l'encontre du bureaucratisme. Dans un tel contexte, appeler à une plus grande « indépendance » des directeurs d'usine, c'est faire le jeu de la tendance bureaucratique.

Faisant entièrement confiance à Dumont, les éditeurs de « Sous le Drapeau du Socialisme » répètent la thèse selon laquelle Che Guevara serait opposé à « l'encouragement matériel » aux travailleurs. Il est vrai que Guevara s'oppose fermement au système accordant des encouragements matériels aux bureaucrates, système actuellement en vigueur en URSS (primes pour le dépassement du Plan). Mais sur ce point Che Guevara partage la position des marxistes révolutionnaires. De tels encouragements ont leur propre logique, les directeurs ayant intérêt à sous-estimer systématiquement la capacité productive de « leur » usine de façon à maintenir aussi bas que possible les buts assignés. Ce système favorise les privilèges bureaucratiques contre lesquels Trotsky et les trotskystes ont engagé une lutte sans merci.

De plus, Guevara s'oppose à tout genre d'« encouragement matériel » qui tendrait à diviser la classe ouvrière et à détruire son unité organique. Par exemple il est contre le système de travail aux pièces et contre la concurrence entre entreprises. Il se trouve que cela aussi fait partie de la position traditionnelle des marxistes révolutionnaires.

Guevara favorise par contre les formes d'encouragements matériels qui élèvent le niveau de conscience des travailleurs.

C'est, comme Lénine l'a souligné il y a longtemps, la véritable solution à ce problème comme à tous les autres pendant la période de transition qui suit le remplacement du capitalisme.

La centralisation financière

« Sous le Drapeau du Socialisme » ironise à propos de la position de Guevara en faveur d'un contrôle financier centralisé (c'est là le véritable point de vue de Guevara, et non pas la gestion centralisée comme le prétend Dumont ou comme « Sous le Drapeau du Socialisme » interprète Dumont). « Même dans des pays hautement développés comme les USA ou l'URSS, déclare l'article, même avec des machines électroniques, il est impossible de diriger ainsi, d'en haut, chaque entreprise. »